

**Convention collective**

IDCC : 9222. – **EXPLOITATIONS D'HORTICULTURE,  
DE PÉPINIÈRES ET DE MARAÎCHAGE  
(CÔTES-D'ARMOR)**  
**(15 décembre 1983)**

(Etendue par arrêté du 30 mars 1984,  
*Journal officiel* du 12 avril 1984)

■ *Journal officiel* du 16 septembre 2009

**Arrêté du 3 septembre 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective de travail concernant les exploitations  
d'horticulture, de pépinières et de maraîchage du département  
des Côtes-d'Armor (n° 9222)**

NOR : *AGRS0920596A*

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 30 mars 1984 portant extension de la convention collective  
de travail du 15 décembre 1983 concernant les exploitations d'horticulture,  
de pépinières et de maraîchage du département des Côtes-d'Armor et les  
arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 6 janvier 2009 à ladite convention ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 9 juin 2009 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et  
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la  
famille et de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 65 du 6 janvier 2009 à la convention col-  
lective de travail du 15 décembre 1983 concernant les exploitations d'horti-  
culture, de pépinières et de maraîchage du département des Côtes-d'Armor  
sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite  
convention.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 septembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur adjoint des affaires financières,*  
*sociales et logistiques,*  
P. AUZARY

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/22, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.